

COMBATTONS LA PAUVRETE

La onzième Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), qui aura lieu à Sao Paulo (Brésil) en juin 2004*, se penchera sur la cohérence qui devrait exister entre les stratégies nationales de développement et les processus mondiaux pour la croissance économique et le développement, en particulier dans les pays en développement. Tout naturellement, la nécessité de tenir compte de la dimension éthique et sociale du développement occupera une place éminente dans les débats de la Conférence.

Dans ce contexte, la onzième CNUCED accordera une importance particulière à la lutte contre la pauvreté. Dans son Rapport sur les PMA 2004**, qui sera lancé à cette occasion, la CNUCED présente des nouvelles techniques pour mesurer la pauvreté dans les pays les moins avancés, où les données statistiques sont rares et où les phénomènes du sous-développement se présentent sous une forme particulièrement aiguë. Quand bien même certaines statistiques et extrapolations courantes semblent indiquer que la pauvreté est en recul dans le monde, ce n'est dû qu'à des avancées dans quelques grands pays, notamment la Chine et l'Inde. Pour ce qui est des PMA, par contre, ce fléau risque encore d'augmenter d'ici 2015. C'est dans ces pays que des efforts soutenus devront être déployés, afin de sortir du cercle vicieux dans lequel ils se trouvent empêtrés. Par conséquent, il s'agit bien de s'attaquer aux problèmes de fond des structures productives elles-mêmes à travers la promotion des investissements et le développement des ressources humaines, ainsi que par l'assistance financière et technique et, non moins important, par la diversification de leurs exportations.

Rubens Ricupero
Secrétaire général de la CNUCED

*13 au 18 juin 2004.

Thème de la Conférence : Renforcer la cohérence entre les stratégies nationales de développement et les processus économiques mondiaux pour la croissance économique et le développement

** Comment arriver à réduire la pauvreté dans les PMA? CNUCED, Genève 2004
Web site de la CNUCED : www.unctad.org
Web site de CNUCED XI : www.unctadxi.org

Mettre fin à la misère : l'appel des plus pauvres

Thierry Viard, secrétaire exécutif du Mouvement International ATD Quart Monde et
Xavier Verzat, représentant à Genève

Poverty undermines the human dignity and is present throughout the world. The national and international communities have the responsibility to fight against poverty. As part of the human rights concern, UN through the Commission and sub-Commission on Human rights take different initiatives to combat against poverty. The question for each of us is what can we do for the things to change for the poorest, anywhere ?

"Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils (...)doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité." Déclaration universelle des droits de l'homme

En avril 2004 la Commission des droits de l'homme a de nouveau rappelé dans sa résolution 2004/23 que "l'extrême pauvreté persiste dans tous les pays du monde, quelle que soit leur situation économique, sociale ou culturelle". Elle constitue "une atteinte à la dignité humaine", et des "actions nationales et internationales" doivent être entreprises "pour y mettre fin", réaffirmant ainsi les engagements pris lors de la conférence mondiale pour les droits de l'homme à Vienne en 1993.

Extrême pauvreté et droits de l'homme

En 1987, pour la première fois au plan international, fut posée la question de l'extrême pauvreté et de l'indivisibilité des droits de l'homme, par la voix de Joseph Wresinski. La Commission demanda peu après une étude approfondie des liens entre extrême pauvreté et indivisibilité des droits de l'homme. (Rapport de Leandro Despouy - E/CN.4/Sub.2/1996/13).

Réalisée en lien étroit avec des familles et des groupes très pauvres à travers le monde, cette étude fit apparaître qu'au-delà des côtés les plus immédiatement visibles de la pauvreté (dénuement matériel, manque de logement, de nourriture, pas d'accès à l'éducation, etc.), ce sont les possibilités mêmes de faire valoir sa dignité d'être humain qui sont mises en cause quand on vit dans la misère.

A travers le monde, les très pauvres sont ligotés, ils sont dans la dépendance des autres, sans réelle liberté d'exprimer leurs opinions, leurs aspirations. Tout se décide sans eux.

Cependant ils ne baissent pas les bras et ils cherchent à bâtir un autre avenir pour eux-mêmes et pour le monde : "multiples batailles qui se perdent quotidiennement", "lutte silencieuse et imperceptible", soulignait Leandro Despouy.

La Journée mondiale du refus de la misère, reconnue en 1992 par les Nations Unies, donne

une occasion particulière d'entendre ces engagements quotidiens contre l'exclusion. Dans des centaines de lieux à travers le monde, des personnes de tous milieux se retrouvent chaque 17 octobre pour affirmer que la misère n'est pas fatale, que les hommes peuvent la détruire.

En 2003, extrême pauvreté à Dakar, à Genève et ailleurs ...

Ainsi à Dakar, en octobre 2003, Ibrahima B a témoigné : "Je donne un exemple que nous vivons ici. Tu vois cet enfant ? Il est le plus fatigué parmi nous. Il ne peut rien faire, même pas marcher pour chercher de la nourriture, ni de l'eau pour boire. Mais on ne l'a pas rejeté. On le met dans la mer lorsqu'il a pris trop de drogue, on va lui chercher à manger... Même s'il est très sale, bavant, il reste avec nous."

A Genève, toujours en 2003, des familles suisses qui vivent au quotidien l'exclusion sociale ont partagé leurs préoccupations et leurs espoirs avec M. Bertrand Ramcharan, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par intérim. "Je connais autour de moi des enfants qui ne peuvent pas faire leurs devoirs à la maison comme ils le voudraient. J'en connais aussi qui ne peuvent pas se concentrer à l'école car ils n'ont pas toujours de quoi se rassasier. De cela, ces enfants ne peuvent parler à l'extérieur, car ils ne savent pas s'ils ne risquent pas de se retrouver dans une famille d'accueil ou une institution. De tels soucis oppressent les enfants."

(Ce témoignage de Mme Schenker, de Bâle, comme le précédent, sont disponibles sur www.oct17.org)

Un nouveau chantier

A la suite des travaux de la Commission, la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme est maintenant chargée d'élaborer un texte pour faire progresser la réalisation effective des droits pour tous, y compris

► pour les plus marginalisés, avec l'appui du Haut commissariat aux droits de l'homme. Un groupe de travail a lancé des consultations sur un texte qui sera débattu au cours du Forum social de la Sous-commission les 21 et 22 juillet prochain à Genève.

Le défi est de formuler des propositions qui répondent réellement aux aspirations des plus pauvres de tous les continents. Nous aurons tous besoin de mieux connaître la vie et l'expérience des familles et des groupes marginalisés à travers le monde, de bénéficier de leur savoir : à partir de leur vie et de leur résistance au jour le jour ces derniers ont un savoir irremplaçable sur les conditions à créer pour que personne ne soit exclu, et que tous puissent « utiliser les ressources, exercer les droits et assumer les responsabilités » (Sommet mondial du développement social, Copenhague, 1995).

Les organisations non gouvernementales ont un rôle crucial à jouer pour soutenir un tel processus et répondre à l'interpellation de Mme Schenker, de Bâle, déjà citée plus haut :

"A vous tous qui agissez dans les instances internationales, nous voulons dire que nous allons continuer à nous battre pour que les droits de l'homme soient vraiment pour tout le monde. Vous pouvez compter sur nous pour cela. Mais pour ne pas nous décourager, nous avons aussi besoin de votre soutien. Nous avons besoin du soutien de personnes, comme vous, qui ont de l'influence dans le monde.

Nous voudrions vous demander : que pensez-vous pouvoir faire pour que les choses changent pour les plus pauvres de partout ?" ■

Le Mouvement ATD Quart Monde

Le Mouvement ATD Quart Monde a été créé en 1957 par le père Joseph Wresinski, issu lui-même d'une famille très pauvre, avec les habitants d'un bidonville près de Paris.

Ses membres sont de toutes origines sociales, de toutes convictions religieuses et philosophiques. Ils rejoignent les familles les plus meurtries par la misère et l'exclusion sociale, les plus oubliées. Ils soutiennent toute personne ou tout groupe qui cherche à rejoindre les personnes exclues et à agir avec elles pour mettre fin à la misère et promouvoir une société plus juste et plus humaine.

ATD Quart Monde compte actuellement 350 volontaires permanents qui partagent la vie des plus pauvres dans 55 projets de lutte contre la pauvreté dans une trentaine de pays.

Plus de 100 000 sympathisants sont actifs dans 120 pays. En 2000, ATD Quart Monde a reçu le "Prix International de la Paix Jean XXIII".

www.atd-quartmonde.org

The UN Human Rights Commission, 60th session 2004 : my first experience

Budi Tjahjono Pax Romana - ICMICA (Ex-International Team of Pax Romana-IMCS)

Commentaires personnels d'un ancien président du MIEC, stagiaire de Pax Romana à la 60ème Session de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies qui a eu lieu du 15 mars au 23 avril 2004 : son analyse des thèmes abordés, ses observations sur le fonctionnement de la Commission et plus particulièrement sur le système de vote, ses regrets, ses espoirs, une proposition de stratégie pour les ONG participant à la Commission des Droits de l'Homme (www.unchr.info)

The High Level Segments

The first week was dedicated for the High Level Segments (HLS) dignitaries coming from the member states or IGO to address the Human Rights (HR) issues and express their governments' policies on HR. The common issues mentioned were the fight against terrorism, women issues, and human right education. The increasing numbers of dignitaries in the HLS shows the importance of the Commission in the HR policy making in most of the member states.

The different interests at stake

As HR defenders we need to put the victims of HR violations at the centre of our advocacy struggle. Nevertheless, we could see clearly the different interests at stake. The governmental delegations defended the HR policy in their country and would hardly recognize any violations in their country. Some could focus on the issues.

Others would openly criticize HR violations in other countries while closing eyes on their own HR violations.

Therefore the statements of NGOs were very important to show the other side of the story. As part of civil society, it is NGOs' duty to bring the facts from the grassroots experience.

The most debated issue was Agenda Item 9 on Human Rights Violations in different part of the world. The members of the Commission were quite divided; some States wanted to keep this agenda to help improve the HR situation in certain countries. Other States who were unhappy to have their country addressed by resolution, did not want to be "named and shamed" in the Commission.

The second issue related to the Special Procedure where certain member States strongly questioned the mandate of country mandate.

The pattern of voting was also an interesting issue for me. Apart from the five regional groups, there were others which played very important role, such as EU, Organization of Islamic Conference, Like-Minded Group, Non-Aligned Movement, and MERCOSUR. During the voting, we could see how each group would try to protect the interest of their members, and voting was often done like in a bloc system.

Darfur Region in Sudan and Guantanamo

My biggest disappointment was the failure of the Commission to adopt a resolution condemning the HR violations in Darfur Region, Sudan. Although, the UN Secretary General mentioned earlier in the Commission of the possibility of "ethnic cleansing", the Commission adopted a mild decision with the appointment of an independent expert. The Commission also failed to adopt resolutions concerning the HR situation in China and Zimbabwe. No Action Motion was used to block any voting on the draft resolution concerning the two countries. In the same line, the efforts of Cuba to table a resolution concerning the HR violations of the detainees in Guantanamo by the US ended in the anti-climax. Cuban delegation withdrew the draft resolution due to political pressure. ?

A strategy for NGOs

As a person from NGOs, I know a lot of homework has to be done first to understand the dynamics of the Commission and its place within the HR mechanism at the UN. Second, to gain the knowledge how to defend the victims. And thirdly how to have an efficient lobbying strategy toward member States, during the decision making process. It will take time; nevertheless I will continue my pilgrimage in being on the side of the victims of HR violations. For me, it has been an important first encounter with the Commission. ■

1st World Forum of Human Rights - Nantes, France 16-19 May 2004

UNESCO in collaboration with the City of Nantes organized the 1st World Forum on Human Rights: more than 1200 participants came from more than 80 countries. The issues of terrorism, new forms of discrimination and poverty were the three main debates of the meeting. The main objective of this forum was to bring together different actors of human rights (policy makers, researchers, activists, advocates and the civil society) to have a thorough discussion to bridge the gap between theory and practice and consolidate the global movements for human rights. This forum was a good initiative of UNESCO to put human rights as one of the main focuses in their work. B.T.

The global campaign on social security and coverage for all

Wouter van Ginneken, Senior Social Security Specialist
Social Security and Development Branch, International Labour Office (ILO)

Un des remèdes à l'extrême pauvreté reside dans l'accès à la sécurité sociale pour tous. C'est pourquoi, en juin 2003, l'Organisation internationale du Travail a lancé officiellement la "Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous". En effet, seul 1/5 de la population mondiale bénéficie d'une couverture sociale adéquate alors que la moitié de la population mondiale ne peut recourir à aucune protection sociale. Cet article analyse les méthodes proposées par le BIT pour étendre cette couverture sociale à un certain nombre de pays en développement. Il résume également les activités et les projets du BIT pour mener à bien cette campagne mondiale. Pour plus d'informations, consultez le site Web : www.ilo.org/coverage4all

Only one in five people in the world has adequate social security coverage, while half of the world's population is without any social security protection. The latter tend to be part of the informal economy, and are outside the scope of contribution-based social insurance or tax-financed social benefits. Social security is a basic need and it represents a basic human right. The consensus between governments, employers and workers reached at the International Labour Conference in 2001 produced the request to the ILO to launch "a major campaign to promote the extension of social security coverage". The "Global Campaign on Social Security and Coverage for All" was officially launched during the International Labour Conference in June 2003.

Objectives of the Global Campaign

The Global Campaign is first and foremost operational. The overall objective of the Campaign is to develop awareness and to achieve universal access to health care as well as basic income security for all. Technical cooperation is an essential instrument to encourage the policy debate on social security and to achieve concrete improvements in coverage for as many as possible countries.

The Campaign also encourages the formation of broad partnerships, so as to mobilize key actors at the national and international levels to implement the campaign strategy for the extension of social security. Finally, knowledge is being developed to support technical cooperation by collecting and disseminating examples of good practice and by developing new mechanisms to extend social security.

Technical cooperation

The ILO is active in more than 40 countries in the context of Campaign initiatives both at the country and (sub)regional levels. It has developed variety of approaches to extend social security. One focuses on the development of community social protection schemes, particularly in sub-Saharan Africa and South Asia. One important innovation has been the develop-

ment of a coordination and knowledge dissemination mechanism ("La concertation") among mutual health organizations in French-speaking West Africa. A similar coordination network is being set up for Asia.

A second relevant approach is the use of social dialogue in the design and implementation of national action plans. Governments, employers' and workers' organizations participate in this process, as well as social security institutions, international development agencies and civil society organizations. This approach is currently tested in Honduras, Mali and Sri Lanka.

A third approach is applied in Portuguese-speaking African countries. This project seeks to increase the number of salaried workers who are covered by existing social security systems, while creating special statutory schemes for non-salaried workers that take into account their needs and ability to contribute. In addition, it provides support to various organizations to put into place community-based systems and in particular mutual health organizations.

The fourth approach represents a novel attempt to mobilize international resources for technical cooperation projects that aim at the extension of social security coverage in least developed nations. Individual contributors in the developed countries would be offered the opportunity to make regular, voluntary contributions of a few euros a month to the Global Social Trust. The first pilot project under the Trust would sponsor the introduction of a family income grant for families in Namibia that have lost the breadwinner (i.e. mostly HIV/AIDS affected families). The social partners in Luxembourg have in principle agreed to launch a fundraising campaign for that purpose.

Partnerships

For the coming year two major initiatives are in preparation. One focuses on Africa. It will build a framework for channelling international development resources and expertise into more coordinated programmes of action to increase levels of coverage across Africa. This initiative is expected to play an important role in the African Union

Summit on Employment and Poverty Alleviation that will take place in Burkina Faso in 2004.

The second one focuses on Latin America and the Caribbean. In this venture the ILO is working together with PAHO (Pan-American Health Organization) in helping countries define national action plans to extend health care coverage through a variety and mix of mechanisms, such as social health insurance, community-based approaches and opening up access through public health care facilities.

Knowledge development

The Global Campaign also publishes a so-called ESS Papers series, which documents examples of good practice in the extension of social security. Over the next two years, there are three aspects for which new knowledge will have to be developed.

The first field of research concerns a series of studies that examine some of the micro- and macro-aspects with regard to the extension of social security and its relationships with vulnerability, poverty reduction, productivity, employment and economic growth.

The second aspect will deal with the relationship between health insurance and poverty that is of key importance for the link between social security, the decent work agenda and the Millennium Development goals.

The third part concerns the documentation of good practices in the extension of social security to particularly vulnerable groups, such as agricultural workers, women, migrants and people living in countries hit by crises or civil unrest. Experiments will be continued on new approaches and mechanisms to extend social security, at the national and local level.

More information

There is an extensive website that provides detailed information about the Global Campaign's activities and initiatives on technical cooperation, knowledge development and partnerships. ■

Réseau Crescendo-Décisions du conseil d'administration, mai 2004

Le Conseil d'administration de Crescendo, dans sa réunion du 7 et 8 mai 2004 à Paris, a décidé de remettre à une date ultérieure le colloque international qu'il doit organiser en collaboration avec le CCIG et dont les dates étaient initialement fixées du 28 septembre au 1er octobre 2004. Il a également décidé d'en reconsidérer la conception. Deux éléments ont conduit à ces décisions : d'une part la difficulté de trouver des sources de financement, d'autre part la possibilité de réaliser ce séminaire en association avec d'autres partenaires.

Le Conseil a donc souhaité laisser à l'Assemblée générale du réseau qui se réunira à Genève les 2 et 3 octobre prochains le soin d'examiner le projet pour une décision finale.

Le Conseil tient à affirmer l'identité du réseau comme organe de la Conférence des OIC, où son action doit s'exercer en priorité. C'est dans ce cadre qu'une sensibilisation plus intense aux défis du vieillissement est nécessaire pour renforcer l'esprit de collaboration entre OIC de vocations et de disciplines diverses.

S'il est important pour la vitalité du réseau CRESCENDO de stimuler le dialogue entre cultures, religions et générations, ainsi que de joindre ses efforts à ceux d'autres réseaux poursuivant des fins similaires et qui peuvent avoir une expérience et une notoriété que ne possède pas Crescendo, il est encore prématuré pour le Conseil d'administration de CRESCENDO d'évaluer clairement les conditions que poserait un réseau de ce genre pour s'associer au projet d'un colloque international de ce type ; celles-ci pourraient en effet affecter les objectifs spécifiques du projet. C'est pourquoi, le Conseil a estimé nécessaire de disposer d'un temps supplémentaire de préparation.

Alberto Marxuach,
président de CRESCENDO

Table ronde conjointe CIDSE/Caritas sur le fonctionnement de l'OMC

Faisant suite au symposium international annuel de l'OMC destiné aux ONG (25 au 27 mai 2004), cette Table ronde réunie a permis à Bob van Dillen, responsable des questions de commerce et de sécurité alimentaire de la CIDSE et à Matt Griffith, économiste à la CAFOD d'expliquer aux 25 représentants d'OIC et autres ONG présents au CCIG ce qu'est l'OMC, ses buts et son fonctionnement. Pour illustrer ces propos, Jean-Claude Michellod de Caritas Internationalis d'une part, et Eric Adja, directeur de l'IREDD (Innovations et Réseaux pour le Développement)

associé à Nadia Ouriemchide "SOS Faim Belgique" d'autre part, ont présenté les conclusions des missions respectives qu'ils ont effectué au cours du printemps 2004 dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, le premier pour analyser les causes et les conséquences économiques de la crise de la filière coton dans ces pays, les seconds pour enquêter sur les conditions déplorables dans lesquelles sont exportées, de pays européens, des volailles congelées vers ces pays d'Afrique de l'Ouest en l'absence de tout contrôle sanitaire et bien souvent douanier. Ils ont ainsi mis en évidence d'une part les conséquences dramatiques pour les PVD d'une "mondialisation sauvage" que les règles de l'OMC tenteraient de limiter et d'autre part le rôle moteur des ONG "citoyennes" pour développer un dialogue plus démocratique avec «ceux qui nous gouvernent ».

Le CCIG se propose de renouveler de telles rencontres. Etes-vous intéressés?
E-mail : ccig@bluewin.ch

Le Club International de Genève

Sous la présidence de Jean-Claude Petit, ancien PDG du groupe de presse français Malesherbes Publications (La Vie, le Monde des Religions) et membre du comité du CCIG, le Club international de Genève a pour but de susciter, de favoriser et d'accompagner une réflexion critique et prospective sur les réalités internationales. Comme acte fondateur, le Club se propose d'organiser au printemps 2005, un colloque ouvert le plus largement possible aux intervenants des pays en voie de développement sur le thème : « La société civile et les mouvements qui en émanent peuvent-ils changer la donne de la vie internationale ? » L'objectif de cette manifestation est de mettre en lumière les initiatives de paix prises, en marge des instances étatiques, par des acteurs de plus en plus nombreux de la société civile, qui ont abouti à des règlements politiques, à des traités, à une amélioration de la vie des peuples et des démocraties.

E-mail : ccig@bluewin.ch

Coordonnées du Centre

Centre catholique international de Genève
1 rue de Varembe

Case postale 43 CH - 1211 Genève 20

Tél. : 00 41 22 734 14 65

Fax : 00 41 22 734 08 78

E-mail : ccig@bluewin.ch

Web : www.ccig-iccg.org

Rédacteur responsable :

Hélène Durand Ballivet

Les textes n'engagent que leur signataire

Calendrier de réunions importantes à Genève en 2004 et ailleurs...

Juin

- 1-17 OIT - 92ème Conférence internationale du Travail
- 10 CCIG - Assemblée générale
- 13-15 CNUCED - 11ème session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Sao Paulo (Brésil)
- 26 Journée d'information sur le Statut canonique des OIC
Institut catholique de Paris, 21 rue d'Assas, Paris 6ème

Juillet

- 21-22 ONU - Forum social de la Sous-Commission des droits de l'homme
- 26-13 août ONU - 56ème session de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme

Septembre

- CCIG - Formation à la communication (1 journée)

Octobre

- 1 ONU - Journée internationale pour les personnes âgées
- 1-4 COIC - Réunion du Comité de coordination à Genève
- 2-3 Réseau Crescendo - Assemblée générale et consultation avec le Comité de coordination de la Conférence des OIC
- 17 ONU - Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

Novembre

- 2-3 CCIG - Session de formation aux réalités internationales

Décembre

- CCIG - Réunion du Comité du CCIG